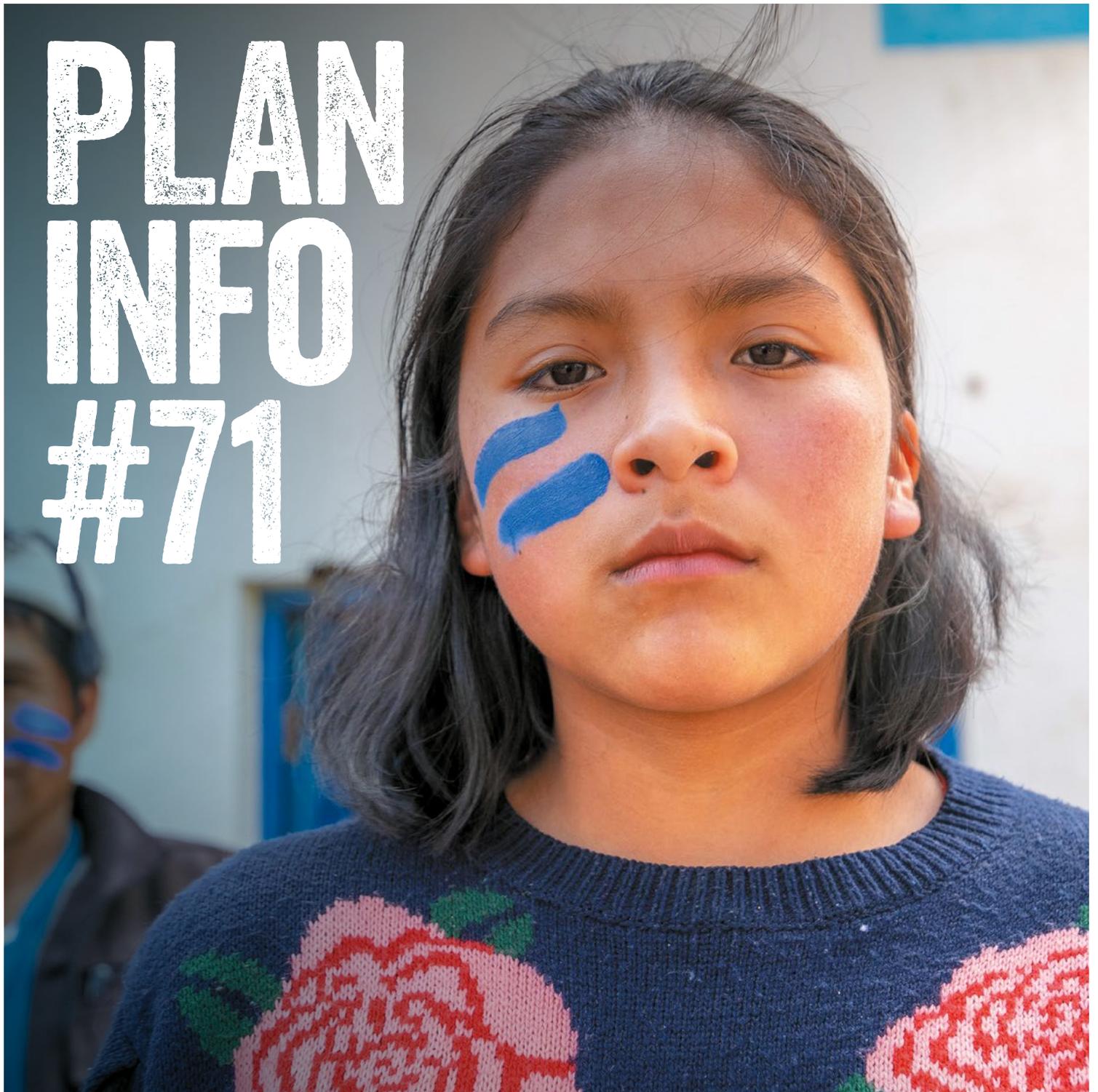


PLAN INFO #71



ZOOM

DÉCOUVREZ NOTRE MOBILISATION
POUR LA JOURNÉE INTERNATIONALE
DES DROITS DES FILLES !

→ Page 2

GRAND ANGLE

POUR LE DROIT À UNE ÉDUCATION
INCLUSIVE ET DE QUALITÉ POUR
CHAQUE FILLE !

→ Page 4

ACTUALITÉS

PARTICIPEZ À NOTRE COURSE
POUR LES DROITS DES FILLES !

→ Page 6



Jusqu'à l'égalité

MAGAZINE DE
PLAN INTERNATIONAL FRANCE
OCTOBRE 2023

ZOOM

ÉTAT DES LIEUX DES DROITS DES FILLES DANS LE MONDE

**UNE RÉALITÉ
ENCORE
INTOLÉRABLE !**

**118,5
MILLIONS**

DE FILLES RESTENT
DÉSCOLARISÉES¹ ET D'ICI
À 2030, SEULE 1 FILLE SUR 3
VIVANT DANS UN CONTEXTE
DE CRISE TERMINERA LE LYCÉE².

DANS LE MONDE,
12 MILLIONS
DE FILLES SONT MARIÉES
CHAQUE ANNÉE AVANT L'ÂGE
DE 18 ANS, SOIT PRÈS D'1 FILLE
TOUTES LES 2 SECONDES³.

**200
MILLIONS**
DE FILLES ONT ÉTÉ EXCISÉES
DANS LE MONDE⁴.

1. Enquête UNICEF, 2022
2. Enquête Plan International Royaume-Uni, 2019
3. Enquête UNICEF, Girls Not Brides, 2023
4. Enquête du Fonds des Nations unies
pour la population, 2022



CONTINUER D'AGIR FACE AU REGUL DES DROITS DES FILLES

En 2023, les droits des filles continuent d'être bafoués : droit à l'éducation, droit d'être protégée, droit à la santé ou encore droit de décider pour soi-même.

Si grâce au plaidoyer de Plan International, plusieurs pays interdisent désormais le mariage forcé et précoce des enfants, comme les Philippines depuis 2022, de nombreuses filles font toujours face à ce fléau. Chaque minute, 23 filles sont mariées de force avant leur majorité. On constate cependant de fortes disparités : alors que le mariage d'enfants a diminué de 15 % en 10 ans, cette baisse concerne surtout l'Asie du Sud et du Sud-Est.

À l'inverse, l'Afrique subsaharienne connaît une aggravation de la situation : aujourd'hui, 1 enfant marié sur 3 habite cette région du monde, contre 1 enfant sur 5 il y a 10 ans.

De façon similaire, si une fille a aujourd'hui 30 % moins de risques de subir des mutilations génitales féminines qu'il y a 30 ans, les progrès sont nettement

insuffisants pour espérer éliminer complètement la pratique d'ici à 2030.

D'autres droits continuent d'être niés : les filles restent les premières victimes de harcèlement, en ligne ou dans la rue, et de violences physiques. Leurs besoins sont également moins entendus et écoutés. Parce que les filles sont doublement discriminées en raison de leur genre et de leur âge, ces situations d'injustices s'aggravent lors des crises humanitaires : elles sont les premières déscolarisées, les premières à connaître le travail forcé et les dernières à manger, ce qui les empêche de grandir, de s'épanouir, de décider et de s'émanciper.

Malgré quelques progrès, le respect des droits des filles reste fragile et cette situation nous appelle à poursuivre notre engagement auprès d'elles pour faire respecter leurs droits jusqu'à l'égalité. C'est ensemble, avec votre mobilisation, que nous pourrons protéger les droits des filles et leur assurer un avenir durable.

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FILLES

Depuis 2012, grâce à son intense travail de plaidoyer, Plan International a obtenu de l'ONU, la création de la Journée internationale des droits des filles.

Atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes commence par le respect des droits des filles. Le 11 octobre est un moment fort de mobilisation pour que toutes les filles puissent s'exprimer, influencer et décider pour elles-mêmes. Cette journée est l'occasion de rappeler que les filles font encore face à de trop nombreuses injustices qu'il nous faut combattre.

Découvrez notre mobilisation pour ce 11 octobre 2023 en pages 4 et 5 et comment vous pouvez vous engager à nos côtés en page 6 de votre Plan Info !



ANNE BIDEAU

Directrice de Plan International France

ENSEMBLE, AIDONS LES FILLES JUSQU'À L'ÉGALITÉ !

Chères marraines et donatrices, chers parrains et donateurs,

Aujourd'hui encore, la voix de beaucoup de filles reste inaudible et oubliée. De nombreuses filles n'ont toujours pas les mêmes droits, les mêmes chances, les mêmes conditions, les mêmes opportunités de vie que les garçons. Les filles restent les premières victimes de violences et de discriminations.

En 2012, à l'initiative de Plan International, l'ONU a déclaré le 11 octobre comme Journée internationale des droits des filles. En 2023, alors que les Nations unies estiment qu'il faudra encore 300 ans pour atteindre l'égalité de genre et autant d'années pour venir à bout du mariage forcé, l'ONG Plan International France appelle à se mobiliser pour que chaque fille puisse grandir librement, étudier et choisir son avenir.

Notre conviction : seul le respect des droits des filles garantira un monde plus juste et durable pour tous et toutes. Notre solution pour faire respecter les droits des filles ? L'éducation. L'éducation est un rempart contre les violences. L'éducation change les mentalités. L'éducation donne la capacité aux filles de connaître leurs droits et de décider pour elles-mêmes. L'éducation leur permet de se libérer des injonctions sociales. L'éducation les fait sortir du cercle vicieux de la pauvreté. L'éducation leur donne la capacité de contribuer au développement économique, social et politique de leur pays.

Votre soutien fait toute la différence pour faire respecter les droits des filles et leur offrir à toutes un avenir. Plan International France agit en collaborant avec les communautés et les partenaires locaux dans tous ses pays d'intervention pour obtenir des avancées concrètes et durables pour les filles afin que tous les enfants et tous les jeunes soient égaux et accèdent à leurs droits. En parrainant et en donnant tous les mois à l'ONG Plan International France, vous permettez de faire entendre la voix des filles, de changer leur avenir et celui de leur communauté pour construire un monde plus juste.

Le 11 octobre prochain, Plan International France met en lumière la lutte pour les droits des filles : droit à l'éducation, droit d'être protégées contre toutes les violences, droit de décider pour leur vie, leur corps et leur avenir.



EN SOUTENANT
LES ACTIONS DE L'ONG
PLAN INTERNATIONAL
FRANCE, VOUS AGISSEZ
POUR LES DROITS
DES FILLES DANS
LE MONDE, JUSQU'À
L'ÉGALITÉ !

Plan Info est une publication éditée par Plan International France

Représentante légale : Anne Bideau

Directrices de la publication : Marion Guigon-Lacroix et Carole Léger

Rédactrice en chef : Clémence Hivert et Sabrina Weber-Gloaguen

Comité de rédaction : I sabelle Dalle Piagne, Marion Guigon-Lacroix, Clémence Hivert, Luidji Jacobin, Marion Jerejian, Carole Léger, Claire Ley et Sabrina Weber-Gloaguen

Rédacteur et rédactrices : Claire Ley, Luidji Jacobin et Marion Jerejian

Conception maquette et exécution : Cithéa.com

Imprimeur & Distributeur : Groupe Prenant

Crédits photos : Plan International

Contact : Plan International France - 14 rue Scandicci, CS 10111, 93508 PANTIN CEDEX

01 84 87 03 50 - www.plan-international.fr - contact@plan-international.fr



POUR LE DROIT À UNE ÉDUCATION INCLUSIVE ET DE QUALITÉ POUR CHAQUE FILLE !

Malgré les progrès, 118,5 millions de filles restent privées d'éducation. Pourtant, chaque année passée sur les bancs de l'école permet à une fille d'augmenter son futur revenu de 10 à 20 %, ce qui lui permettra d'être autonome, de s'épanouir et de participer au développement de sa communauté et de son pays.

LA DÉSCOLARISATION : LE QUOTIDIEN DE NOMBREUSES FILLES

Doublement discriminées en raison de leur âge et de leur genre, plusieurs facteurs expliquent la déscolarisation des filles :

- **Les normes sociales et culturelles :** dans certaines sociétés, les filles sont considérées comme des « fardeaux » financiers et leur éducation n'est pas une priorité. Leur destin est de s'occuper du foyer familial.
- **La pauvreté :** les familles en situation de pauvreté ne peuvent supporter les frais de scolarité. Quand elles le peuvent, elles font souvent le choix de scolariser leurs garçons.
- **Les violences à l'école et sur le trajet de l'école :** les filles sont exposées aux violences physiques et morales et aux abus sexuels de la part du personnel éducatif ou des garçons, ce qui conduit des parents à déscolariser leurs filles.
- **La non connaissance et le non-respect de leurs droits :** les parents, qui ne sont parfois jamais allés à l'école, ne remettent pas en question les discriminations liées aux traditions. Dans certains pays, les violations des droits des filles sont si courantes et normalisées que les sanctions sont rares.
- **Les mariages précoces et forcés :** les filles mariées sont souvent déscolarisées pour s'occuper du foyer, de leur mari et des enfants.

Les mariages forcés maintiennent les inégalités de genre en empêchant l'autonomie économique et sociale des filles.

- **La traite et le travail infantile :** la pauvreté amène les parents à faire travailler leurs filles ou à les vendre comme esclave. Considérées comme des charges, ce sont les premières à être exploitées.
- **Les règles :** 1 fille sur 2 a déjà manqué l'école en raison de ses règles en France. Dans le monde, la situation est aggravée par le manque d'installations sanitaires sûres et adaptées, le coût des protections hygiéniques et les tabous.
- **Les grossesses précoces :** 65 % des pays n'ont pas de législation qui protège le droit à l'éducation en cas de grossesse. De fait, les mères adolescentes quittent souvent l'école.

UNE RÉALITÉ AGGRAVÉE EN SITUATION D'URGENCE

En contexte de crise, les filles sont les premières à voir leurs droits bafoués, à commencer par le droit à l'éducation. Les situations d'urgences exacerbent la vulnérabilité des filles et ouvrent la porte aux discriminations : les filles ont 2,5 fois plus de risques d'être déscolarisées que les garçons. Dans une situation de crise, la destruction des infrastructures scolaires, la dangerosité des lieux publics, l'isolement en cas d'épidémie, la précarité des camps de réfugié-es sont les facteurs principaux qui privent les filles d'éducation.

SENSIBILISER, FORMER, LÉGISFÉRER POUR GARANTIR L'ACCÈS À L'ÉCOLE DE CHACUNE

L'éducation est un rempart face aux violences. L'éducation est aussi un levier efficace pour l'émancipation de chaque fille et plus largement pour le développement de son pays. Éduquées, les filles ont les clés pour sortir de la pauvreté, faire entendre leur voix, changer les mentalités et construire une société plus juste et durable.

Pour en savoir plus



L'ONG Plan International France conduit des programmes en faveur de l'éducation au Bénin, au Cameroun, au Burkina Faso, en Guinée, au Togo ou encore en Moldavie.

Au Cameroun, l'ONG vient de clôturer le programme AVENIR II dont l'objectif était l'accès à l'éducation de centaines d'élèves de primaire et du secondaire. Grâce aux cours de soutiens, le taux de réussite aux examens et aux concours est de 95 %. Dans l'est du pays, le programme ATOK poursuit ses actions pour garantir l'accès à l'éducation de qualité à 500 élèves de la commune avec une campagne de sensibilisation au droit à l'éducation auprès de la population.

Plan International France mène également des actions de plaidoyer auprès des autorités politiques françaises pour que le droit à l'éducation, notamment en situation d'urgence, soit une priorité de l'action de la France à l'international. Enfin, l'ONG sensibilise le grand public aux injustices que subissent encore de nombreuses filles.

D'ICI À 2030, 150 MILLIONS DE FILLES SERONT MARIÉES ET 68 MILLIONS RISQUENT D'ÊTRE EXCISÉES

Le mariage forcé et les mutilations génitales féminines restent le quotidien de nombreuses filles. Ces violences les privent de leur enfance, de leur droit à la santé, à l'éducation et de leur droit de décider pour elles-mêmes. Ces pratiques néfastes ont de graves conséquences sur la vie des filles tant sur leur santé physique que sur leur santé mentale, leur avenir ou leur émancipation économique. Les causes de ces violences sont nombreuses : pauvreté, pratiques traditionnelles, inégalités de genre, non-application des lois et/ou manque de sanctions. Les progrès ne sont pas assez importants pour éradiquer le mariage forcé et l'excision d'ici à 2030. Au Bangladesh, par exemple, près de la moitié des filles sont toujours mariées avant leur 18^e anniversaire. Les zones rurales sont également plus touchées par cette pratique, comme au Vietnam ou en Indonésie.

Les conflits et crises exposent encore plus fortement les adolescentes au mariage : l'instabilité économique résultant des crises pousse les familles à marier leurs filles. En Égypte, en Éthiopie et en Indonésie, la majorité des filles continuent d'être excisées avant leur 5^e anniversaire.

Pour autant, des victoires sont à célébrer. Aujourd'hui, une fille a 30 % moins de risques de subir des mutilations qu'il y a 30 ans. **Le travail de sensibilisation et de plaidoyer du réseau Plan International mené auprès des communautés, des autorités locales et religieuses, a contribué à interdire le mariage forcé dans 10 pays depuis 2016.**

L'éducation et la connaissance de ses droits sont les remparts contre ces violences. Dans les pays où la scolarité est obligatoire, les filles qui accèdent à l'éducation ont deux

fois moins de risque d'être mariées avant leur 18 ans.

L'ONG Plan International France redouble d'efforts pour que chaque enfant et jeune bénéficie au travers des programmes menés d'une éducation complète à la sexualité pour prendre des décisions libres, informées et éclairées sur sa santé sexuelle et reproductive.

Par exemple, en Tanzanie, dans la région de Geita qui a accueilli notre programme Child Labour, les filles sont trop souvent emmenées au Kenya pour être excisées.

Pour en savoir plus



Des actions de sensibilisation dans les écoles et auprès des autorités ont été mises en place et ont permis une nette diminution de la pratique.



L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE PREMIÈRE ZONE TOUCHÉE PAR CES VIOLATIONS

En Afrique de l'Ouest et du Centre, un nombre alarmant de filles sont encore mariées chaque année. La région abrite 6 des 10 pays du monde où la prévalence des mariages précoces est la plus élevée au monde. De façon similaire, le pourcentage de filles et de femmes de 15 à 49 ans ayant subi des mutilations génitales est sans commune mesure avec d'autres régions du monde : 95 % en Guinée, 89 % au Mali, 83 % au Sierra Leone, 76 % au Burkina Faso ou encore 52 % en Guinée Bissau. Face à cette situation, Plan International a mis en place un centre régional de lutte contre les mariages forcés et les mutilations génitales féminines. Ce centre mène des actions de sensibilisation avec les jeunes, auprès des communautés, de leurs familles et des autorités locales et religieuses de la région. Grâce à la forte mobilisation de Plan International, en avril 2023, les ministres de la santé et de l'éducation de la région se sont engagés à garantir le droit à l'éducation et à la santé des adolescent-es.



« JE SUIS CONVAINCUE QUE NOUS SOMMES SUR LA BONNE VOIE POUR METTRE FIN AU MARIAGE D'ENFANTS ET AUX MUTILATIONS GÉNITALES FÉMININES ! »,

Jeannette Afounde, directrice du centre d'excellence en Afrique de l'Ouest et du Centre de lutte contre le mariage forcé et l'excision.

VOUS AUSSI, DONNEZ AVANT TOUT POUR L'ÉGALITÉ !

Vos dons permettent des avancées concrètes dans la vie des filles que nous accompagnons.

En donnant 7 € par mois pendant 1 an, vous permettez aux leaders communautaires d'être sensibilisés aux dangers du mariage forcé.

En donnant 10 € par mois pendant 1 an, vous permettez à 2 filles déscolarisées de retourner à l'école.

En donnant 15 € par mois pendant 1 an, vous permettez à des jeunes de sensibiliser leurs communautés aux droits des filles.

Pour en savoir plus



ACTUALITÉS



RUN FOR GIRLS



Dans le cadre de nos actions autour du 11 octobre, l'ONG Plan International France organise la Run for Girls, la première course solidaire pour les droits des filles ouverte à tous et toutes ! Cette toute première course solidaire et éco-responsable est organisée en Île-de-France pour promouvoir les droits des filles en France et dans le monde.

Pour en savoir plus



L'intégralité des fonds collectés grâce à vos inscriptions nous permettra de poursuivre nos actions en faveur des droits des filles et de l'égalité filles-garçons. Nous pourrions célébrer ensemble, à l'occasion de cet événement, les 30 ans de l'ONG Plan International France.

Rendez-vous sur notre site internet pour en savoir plus

OÙ ?

BOIS DE BOULOGNE,
NEUILLY, PARIS.

QUAND ?

SAMEDI 7 OCTOBRE, 10H45



VENEZ DÉCOUVRIR NOTRE EXPOSITION AU FORUM DES HALLES

À l'occasion du 11 octobre, l'ONG Plan International France organise, pour la seconde année, une exposition photos sur la thématique des droits des filles. Cette année, venez découvrir les actions de jeunes militantes qui font entendre la voix des filles. Elles sont accompagnées dans leur pays par Plan International. Engagement politique, lutte contre les mutilations génitales féminines, lutte contre les grossesses précoces, lutte contre le mariage d'enfants, lutte pour le droit à l'éducation, à la santé ou encore à l'hygiène menstruelle sont autant de combats portés par les jeunes activistes.

Où ? Forum des Halles, Châtelet, Paris.

Quand ? Du mardi 26 septembre au samedi 7 octobre

ALFA, LE NOUVEAU PROGRAMME DE PLAN INTERNATIONAL FRANCE

Fort de son expertise sur l'accompagnement éducatif des enfants et l'insertion socio-économique des jeunes et grâce à votre soutien, l'ONG Plan International France conduit depuis le 1^{er} juillet un nouveau programme, ALFA avec Plan International Bénin. D'une durée de 3 ans, ce projet vise à accompagner les enfants, adolescent·es et jeunes âgé·es de 9 à 24 ans parmi les plus vulnérables de l'Atacora, une région du Nord-Ouest du Bénin, vers un cursus scolaire formel pérenne ou une insertion socio-économique décente. Le but est de les accompagner dans leur développement et de leur permettre de gagner en autonomie une fois adultes. Ce projet aborde les thématiques d'éducation inclusive de qualité, d'insertion socio-économique et de jeunes actrices.



DES VILLES PLUS SÛRES POUR LES FILLES : RENCONTRE AVEC BELÉN, PARRAINÉE EN BOLIVIE

Belén vit à San Pablo de Guarayos, une communauté située à 6 heures de Santa Cruz, en Bolivie. Elle a grandi dans une famille de musicien·nes et adore le volleyball. Son rêve est de devenir médecin.

AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DES FILLES SUR LE CHEMIN DE L'ÉCOLE

La mère de Belén est une personne reconnue et respectée au sein de sa communauté et un modèle pour sa fille. Belén a gagné confiance en elle en regardant sa mère mener des actions de sensibilisation aux droits des filles.

Cette année, Plan International a nommé Belén comme responsable du programme *Way Home* qui a pour objectif de protéger les communautés des violences contre les femmes, notamment du trafic d'enfants. Belén rencontre les autres

militantes de sa communauté pour discuter des dangers qui les menacent sur le chemin de l'école et réfléchir ensemble à des actions de prévention.

En Bolivie, la traite des êtres humains est un problème majeur. De janvier 2019 à juin 2021, le pays a signalé 3 541 cas de trafic d'êtres humains.

LES FILLES DEVIENNENT DES LEADEUSES COMMUNAUTAIRES !

En travaillant pour le programme, Belén a affirmé son envie de protéger les droits des filles et des femmes de San Pablo de Guarayos.

Les responsabilités de Belén lui ont permis de développer sa capacité d'agir, son assurance et son estime de soi. À travers des groupes de paroles, les enfants, les jeunes et leurs parents sont sensibilisé·es à l'importance de la sécurité des filles et des femmes. Les participant·es du programme se battent pour une communauté plus sûre dans laquelle plus aucune fille et plus aucune femme ne seront victimes de violences.



« CE QUE JE PRÉFÈRE DANS LE RÔLE DE MILITANTE, C'EST VENIR EN AIDE AUX FILLES DE MA COMMUNAUTÉ ET LES SOUTENIR. JE RÊVE D'UNE SOCIÉTÉ INCLUSIVE SANS VIOLENCE ! »,
témoigne Belén, 14 ans.

SOUTENIR LES ACTIONS DE L'ONG PLAN INTERNATIONAL FRANCE, C'EST AGIR CONCRÈTEMENT POUR LES DROITS DES FILLES, JUSQU'À L'ÉGALITÉ !

COMMENT SOUTENIR L'ONG PLAN INTERNATIONAL FRANCE ?

PARRAINAGE



Parrainez un enfant à partir de 28 € par mois et accompagnez-le pour changer sa vie durablement ainsi que celle de sa communauté.

JE PARRAINE
UN ENFANT



SOUTIEN RÉGULIER



Donnez 10 € par mois et faites avant tout progresser l'égalité filles-garçons à travers nos programmes de développement.

JE DONNE
TOUS LES MOIS



DON PONCTUEL



Faites un don ponctuel à partir de 5 € et participez au développement de nos programmes en faveur de l'égalité filles-garçons.

JE FAIS
UN DON



FAIRE UN LEGS



Fondation reconnue d'utilité publique, Plan International France est habilitée à recevoir les legs, donations et assurances-vie.

JE DEMANDE
UNE BROCHURE



DAO FAIT INTERDIRE LE MARIAGE FORCÉ

CETTE PHRASE N'ATTEND QUE VOUS
POUR ENTRER DANS L'HISTOIRE

DON
en
CONFIANCE
comitechare.org



En donnant 10€ tous les mois
à Plan International, vous agissez
pour que chaque fille soit libre
de prendre les décisions qui lui
appartiennent.
plan-international.fr



Jusqu'à l'égalité

www.plan-international.fr

